



DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT  
Unité territoriale Tarn-Aveyron

**Arrêté de mise en demeure du 26 JAN. 2016**  
**concernant une carrière de granite exploitée par la SARL *Carrière du Bousquet***  
**au lieu-dit *Croix du Verdier*, sur le territoire de la commune de Burlats**

Le préfet du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 514-5, L. 516-1, R. 516-1 et R. 516-2 ;
- Vu le décret du Président de la République du 31 juillet 2014 portant nomination de Monsieur Thierry GENTILHOMME en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 31 août 2015 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2005 autorisant la SARL *Les Granits de la Combe* à exploiter à ciel ouvert une carrière de granite au lieu-dit *Croix du Verdier* sur le territoire de la commune de Burlats ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 17 juin 2011 autorisant le transfert de l'autorisation susvisée au bénéfice de la SARL *Carrière du Bousquet* sise 15, chemin de la Clairié - 81210 Lacrouzette ;
- Vu le courrier de la DREAL en date du 15 octobre 2014 rappelant à la SARL *Carrière du Bousquet* son obligation de renouveler sans délai les garanties financières de la carrière qu'elle exploite au lieu-dit *Croix du Verdier* de la commune de Burlats ;
- Considérant que la SARL *Carrière du Bousquet*, sise 15, chemin de la Clairié - 81210 Lacrouzette poursuit l'exploitation de la carrière de granite située au lieu-dit *Croix du Verdier* sur le territoire de la commune de Burlats ;
- Considérant que les garanties financières de cette carrière ne sont plus constituées depuis le 30 novembre 2013 ;

- Considérant que les garanties financières de cette carrière représentent aujourd'hui, un montant de 63 894 € et qu'elles auraient dû être renouvelées au moins six mois avant la date d'échéance ;
- Considérant que le non renouvellement des garanties financières constitue un non-respect de la prescription GF2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 17 janvier 2005 ;
- Considérant qu'en pareille situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement et de mettre en demeure la SARL *Carrière du Bousquet* de constituer les garanties financières de cette carrière selon les modalités définies par l'arrêté du 31 juillet 2012 ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Tarn,*

**arrête**

**Article 1**

La SARL *Carrière du Bousquet* est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de constituer sous 3 mois les garanties financières d'un montant de 63 894 € de la carrière de granite qu'elle exploite au lieu-dit *Croix du Verdier* de la commune de Burlats. L'acte de cautionnement correspondant sera établi conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

**Article 2**

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Article 3**

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) - inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la SARL *Carrière du Bousquet* et dont une copie est déposée à la mairie de Burlats pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande. Une copie de cet arrêté est transmise pour information au sous-préfet de Castres.

Albi, le 26 JAN. 2016

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,



Laurent GANDRA-MORENO

Délais de recours : Le présent arrêté peut être déféré par l'exploitant au tribunal administratif de Toulouse - 68, rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 Toulouse cedex 7, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.